

Cahier des Clauses Techniques Particulières

VERIFICATIONS PERIODIQUES REGLEMENTAIRES
REALISEES PAR UN ORGANISME AGREE POUR LE RESEAU
DE LA CCI DE REGION HAUTS-DE-FRANCE

Réf. marché : CCIR-PATRI-2025-02



ARTICLE 1.	DEFINITION DES MISSIONS	3
ARTICLE 2.	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	4
2.1	Objet du marché	4
2.2.	Documents applicables.....	4
ARTICLE 3.	MODALITES D'INTERVENTIONS	4
3.1.	Jours d'exécution.....	4
3.2.	Etablissement du planning	5
3.3.	Déroulement des prestations.....	5
3.4.	Plan de prévention des risques	5
3.5.	Personnel.....	6
3.6.	Matériel utilisé.....	6
3.7	Visa des registres de sécurité	6
3.8	Rapports et bilan	6
ARTICLE 4.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
4.1	Vérifications règlementaires devant nécessairement être réalisées par un organisme de contrôle	7
4.2	Vérifications règlementaires pouvant être réalisées par un bureau de contrôle ou un technicien compétent	9
4.3	Inventaire des lieux	10
4.4	Spécificités.....	11
4.4	Réserves.....	11
4.5	Accompagnement commission de sécurité.....	11
4.6	Veille règlementaire	11
4.7	Plateforme de consultation et de gestion	11
4.7	Démarche éco-responsable.....	12
ARTICLE 5.	LEGISLATION APPLICABLE.....	12
ARTICLE 6.	DESCRIPTION ET INVENTAIRE	15

ARTICLE 1. DEFINITION DES MISSIONS

Le présent marché porte sur la réalisation de contrôles et vérifications périodiques réglementaires réalisées par un organisme agréé, pour l'ensemble du patrimoine des CCI HAUTS-DE-FRANCE.

Les prestations consistent à s'assurer du maintien en état des installations, des conditions d'entretien et de préciser si les modifications, extensions, incidents, voir accidents, survenus sur les installations doivent faire l'objet d'autres investigations approfondies.

Les prestations du titulaire consistent à :

- Assurer les opérations de vérifications, de contrôles et d'épreuves sur les différents équipements
- Compléter le registre de vérifications
- Annexer le cas échéant, les documents au registre de vérifications, établir pour chaque contrôle, un rapport écrit
- Assurer la veille réglementaire sur les contrôles

Dans ce cadre, le titulaire a notamment à sa charge :

- la fourniture et la mise à jour régulière des plans de prévention,
- les opérations de contrôles et vérifications réglementaires,
- la fourniture des rapports au format informatique etc.

Le marché comprend deux parties :

- Prestations à prix global et forfaitaire pour les prestations devant nécessairement être réalisées par un organisme agréé ainsi que d'autres prestations réalisées de manière récurrente,
- Prestations à bons de commande pour les prestations ponctuelles indiquées dans le BPU traitées à prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées

A. Prestations à prix global et forfaitaire pour les prestations devant nécessairement être réalisées par un organisme agréé

Les installations et équipements concernés sont selon les sites :

1. Electricité
2. Triennale incendie (SSI catégorie A ou B + désenfumage mécanique pour les ERP 1 à 4)
3. Ascenseurs- monte charges (quinquennal)
4. Installations consommant de l'énergie thermique
5. Climatisation et pompe à chaleur réversibles supérieure à 70 Kw

B. Prestations à bons de commande pour des prestations pouvant être réalisées par un organisme agréé

Les installations et équipements concernés sont selon les sites :

1. Ascenseurs, monte-charges, portes et portails (annuel)
2. Climatisation et pompe à chaleur inférieur
3. Equipement de travail et de levage
4. Equipement sous pression (gaz ou vapeur)
5. Equipements incendie
6. Electricité
7. Lignes de vie
8. Vérification des installations de protection contre la foudre
9. Equipements sportifs et murs d'escalade
10. Autres contrôles et vérifications mentionnés au BPU

Ces prestations sont reprises à l'article 4 du présent CCTP.

En plus de la réalisation des prestations précitées, le titulaire devra assurer un rôle de conseiller auprès du représentant du pouvoir adjudicateur concernant les réglementations applicables.

ARTICLE 2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

2.1 Objet du marché

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra se conformer aux normes, règlements et directives européennes en vigueur, tels que :

- Le Code du Travail et notamment les articles R232-1-12, R232-12-17 et R4224-13
- Les textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs,
- Le Code de l'Environnement,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article R123.43,
- Le Code de l'urbanisme,
- Le Code de la santé publique,
- Les règles de l'APSA,
- Règlement de sécurité du 25 Juin 1980 modifié relatif aux établissements recevant du public et notamment GE 6 à GE 10, DF10, MS73
- Liste non exhaustive

Les vérifications techniques doivent être réalisées par des techniciens ou organismes agréés.

Les documents de référence ne sont pas fournis par le pouvoir adjudicateur ; le titulaire est tenu de les identifier, de se procurer les mises à jour et de les appliquer dès leur parution. Si une nouvelle réglementation ou norme était mise en vigueur, la société serait tenue d'informer le Maître d'ouvrage sur les références de ces nouvelles réglementations avec leurs dates d'effets et les modifications à apporter aux installations pour les mettre en conformité. Le titulaire doit connaître les textes réglementaires, les recommandations et normes applicables pour les vérifications devant être effectuées.

2.2. Documents applicables

- Le titulaire est réputé connaître et appliquer la totalité des textes réglementaires, dans leurs éditions les plus récentes, applicables aux prestations objet du présent marché ;
- Le règlement intérieur de l'établissement et les règles relatives aux accès et à la présence de personnel.

ARTICLE 3. MODALITES D'INTERVENTIONS

3.1. Jours d'exécution

Les vérifications seront effectuées pendant les jours ouvrés de chacun des sites du marché et aux heures ouvrées du titulaire. Les dates d'intervention doivent être retenues en accord avec le référent d'exploitation de chaque site.

Les vérifications devront être réalisées en fonction des dates et heures convenues préalablement aux visites. Le titulaire prendra ses dispositions pour assurer l'ensemble des vérifications prévues le jour de la visite. Il ne pourra arguer d'un quelconque motif pour ne pas effectuer l'ensemble des vérifications.

Les périodes de congés annuels du titulaire ne donnent droit à aucune diminution ou restriction des fréquences, prestations et temps à passer prévu au marché.

En cas de nécessité, et sur demande expresse du Pouvoir adjudicateur, certaines opérations pourront être effectuées de nuit ou en week-end sur indemnisation complémentaire. Ainsi, certaines coupures d'alimentation nécessaires aux contrôles ainsi que tous les essais entraînant une gêne pour les utilisateurs du site pourront être réalisés après accord

des usagers et en dehors des heures d'ouverture si nécessaire. Dans ce cas, le titulaire transmettra un devis au représentant du pouvoir adjudicateur mentionnant le temps estimatif passé sur site.

3.2. Etablissement du planning

Les dates d'intervention seront arrêtées en accord avec le responsable de site.

Le planning devra mentionner les coordonnées de l'agent vérificateur pour chacun des sites. Les plannings seront prévus de la manière suivante :

- La première année, un projet de planning sera proposé lors de la réunion de mise en place des prestations et au plus tard dans un délai d'un mois suivant la notification du marché lors de la réunion de mise en place des prestations. La date définitive devra être indiquée au responsable du site au moins 1 mois avant la visite.
- Les années suivantes, le titulaire enverra le planning au plus tard au 31/01 de l'année, par site en reprenant la périodicité des différentes vérifications devant être effectuées.

La périodicité proposée devra respecter la périodicité déjà établie sur les sites afin de ne pas faire doublons.

Le titulaire devra s'assurer de la bonne prise en compte du planning ainsi que de la validation de la date avec le responsable de site.

3.3. Déroulement des prestations

L'intervenant devra signaler sa venue au moins une semaine avant la date prévue par mail ou appel au responsable de site.

Lors de son arrivée sur site, l'agent vérificateur se présentera à l'accueil et prendre connaissance des précédents rapports ou tout autre document nécessaire à la réalisation de la prestation.

Le vérificateur devra être en tenue logotée de la société.

Si lors de sa visite, l'intervenant constate un matériel, équipement non signalé, il en informe le responsable de site. Le cas échéant il assurera la vérification après avis favorable du représentant du pouvoir adjudicateur.

Pour les coupures ou arrêts d'équipement notamment pour l'électricité, les vérifications pourront avoir lieu en dehors des heures d'ouverture du bâtiment selon les sites.

Tout changement non signalé pourra faire l'objet des pénalités mentionnées au CCAP du présent marché.

3.4. Plan de prévention des risques

Avant la première intervention, puis annuellement, il sera procédé conjointement à une inspection commune des lieux de travail et à une analyse des risques pouvant résulter des interventions et de l'interférence entre les différentes activités, les installations et le matériel.

Il sera fait référence aux règles en application du décret 92-158 du 20 février 1992, articles R4512-1 à R4515-11 du Code du Travail.

Après avoir fait le bilan des risques inhérents aux sites du travail, le titulaire fournira au représentant du pouvoir adjudicateur un plan de prévention simplifié (PPS).

Ce plan de prévention peut être modifié à tout moment, en fonction de l'évolution de l'occupation du site par d'autres intervenants, à la suite de la mise en évidence de nouveaux risques, etc.

Le titulaire est tenu de d'informer son personnel des risques encourus.

Sur la démarche d'établissement du plan de prévention simplifié :

- Le titulaire remet les projets de plans de préventions simplifiés, déclinés par sites et par entités, aux référents du pôle et des sites des CCI concernées (sur les bases des trames adaptées vues en réunion de programmation et des échanges sur les enjeux et des inspections communes des lieux). Cette remise se fait à la plus tardive

des dates suivantes : soit 10 jours calendaires après la réunion de programmation, soit 2 mois après la date de notification ou de reconduction du marché, et en tout état de cause 1 mois avant la première intervention.

- Le référent du pôle des CCI concernées émet ses observations par écrit sous 15 jours calendaires.
- Le titulaire remet alors un plan de prévention simplifié, 10 jours calendaires après la réception de l'avis du référent du pôle concerné.
- Le plan de prévention simplifié doit être validé avant toute intervention.
- Le prestataire proposera les règles de sécurité à mettre en œuvre pour assurer le bon déroulement des prestations dans le cadre d'un plan de prévention simplifié, décliné par entité et par site (voir article 9).

3.5. Personnel

A. Qualification du personnel

Il est rappelé que l'ensemble du personnel intervenant sur les sites doit disposer d'une qualification professionnelle et certification adéquate portant sur les équipements et installations, objet du marché.

B. Accompagnement des agents vérificateurs

Les agents vérificateurs pourront être accompagnés par des agents connaissant les locaux et installations techniques et dans la mesure du possible, par la société qui assure la maintenance des installations.

C. Tenues

Les agents vérificateurs devront porter la tenue logotée de la société.

3.6. Matériel utilisé

Le matériel utilisé pour les mesures, désigné dans l'offre du titulaire, est conforme aux exigences définies dans les normes spécifiques à chaque matériel concerné et étalonné au moins une fois par an.

Le titulaire est responsable du matériel qu'il utilise.

3.7 Visa des registres de sécurité

Le titulaire s'engage à la fin de chaque visite à remplir le registre du bâtiment concerné en y mentionnant :

- La date de visite
- Le nom du contrôleur et sa signature
- La nature des installations contrôlées

3.8 Rapports et bilan

A. Rapport provisoire

Le titulaire se doit de signaler tout danger grave et imminent le jour de sa venue sur site.

Le cas échéant, le contrôleur devra aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur, émetteur de la commande et rédiger un rapport provisoire manuscrit avant son départ du site.

Le rapport devra reprendre les éléments suivants :

- Observations du vérificateur relatives aux anomalies présentant un caractère d'urgence
- Les résultats non satisfaisants
- Caractéristiques principales des installations vérifiées
- Détails des examens effectués par le vérificateur en référence à la réglementation en vigueur.
- Mesures et essais

Le titulaire transmettra sous un délai de 72h au représentant du pouvoir adjudicateur le rapport d'intervention relatif aux anomalies présentant un caractère d'urgence

B. Rapport définitif

Chaque contrôle fera l'objet d'un rapport envoyé, dans un **délai maximum de 15 jours ouvrés après la fin du contrôle** selon les modalités techniques précisées dans la réponse du candidat

Le rapport devra reprendre les éléments suivants :

- Observations du vérificateur relatives aux non-conformités aux textes réglementaires applicables
- Les résultats non satisfaisants
- Caractéristiques principales des installations vérifiées
- Détails des examens effectués par le vérificateur en référence à la réglementation en vigueur.
- Mesures et essais

Les non-conformités doivent être exactement localisées et les observations rédigées sous la forme d'une constatation accompagnée d'une préconisation claire.

C. Bilan

Le titulaire devra remettre au référent contrat de la CCI un bilan financier annuel comportant les éléments suivants :

- Récapitulatif des contrôles/vérifications exécutés sur les installations/équipements de chaque CCI et par site,
- Bilan financier global et décomposé par CCI, par site et par contrôle/vérification,

D. Modalités de transmission

Le titulaire se devra de transmettre par mail aux interlocuteurs concernés, l'ensemble des rapports et bilans.

Ces rapports seront également mis à disposition sur une plateforme de consultation et de gestion.

Dans un souci écologique, il est demandé au titulaire de ne pas transmettre de format papier de ces rapports et bilans.

Le titulaire veillera à remettre les rapports aux bons interlocuteurs.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Vérifications réglementaires devant nécessairement être réalisées par un organisme de contrôle

Tous les contrôles et vérifications (y compris remise des rapports, etc.) devront être réalisés périodiquement et conformément aux réglementations en vigueur.

Le titulaire effectuera le contrôle de l'ensemble des installations de chaque site.

Si le contrôle effectué par le titulaire faisait apparaître une nécessité d'intervention urgente, l'information devrait être communiquée dans la journée au responsable du site ou son adjoint afin de remédier à ce dysfonctionnement majeur dans les meilleurs délais.

Après chaque vérification sur un site, le titulaire remettra au pouvoir adjudicateur et au responsable de site, dans un délai de 15 jours ouvrés, un rapport écrit et détaillé de cette vérification.

Les vérifications pouvant être effectuées selon les sites, sont les suivantes :

ELECTRICITE

La Vérification initiale des installations électriques lors de la mise en service et après modification de structure décrite à l'article R 4226-14 du code du Travail

La Vérification réglementaire des installations électriques décrite à l'article R 4226-16 du Code du travail, article R123-43 du CCH, et par l'arrêté du 26/12/2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

La Vérification périodique Q18 des installations électriques

La Thermographie Infrarouge avec délivrance du certificat Q19

Les vérifications techniques annuelles des installations électriques, des éclairages de sécurité et des installations extérieures de protection contre la foudre (paratonnerres) pour les ERP

Les coupures d'électricité aux postes HT, transformateurs, TGBT et TGS pour les vérifications « hors tension » pourront être réalisées hors jours et heures d'ouverture des établissements

INCENDIE

Vérification périodique triennale des systèmes de sécurité incendie de catégorie A et B et des installations de détection incendie mettant automatiquement en œuvre des fonctions de mise en sécurité, conformément à l'article MS73 du règlement de sécurité des ERP du 1^{er} groupe contre les risques incendie et de panique du 25 juin 1980 modifié par arrêté du 28 mars 2017,

La vérification triennale du désenfumage mécanique associées à un SSI de catégorie A ou B conformément à l'article DF10 du règlement de sécurité des ERP contre les risques d'incendie et de panique du 25 juin 1980 modifié par arrêté du 28 mars 2017,

Vérification triennale des systèmes d'extinction automatique à eau de type sprinkler conformément à l'article MS 73 du règlement de sécurité des ERP contre les risques incendie et de panique du 25 juin 1980 modifié par arrêté du 28 mars 2017,

ASCENSEURS- MONTE CHARGES

Vérification réglementaire en exploitation périodique quinquennale des ascenseurs et ascenseurs de charge conformément à l'article AS9 du règlement de sécurité des ERP contre les risques incendie et de panique du 25 juin 1980 modifié par arrêté du 28 mars 2017, PO1, GE8, GE9, Code de la construction et de l'habitation en ses article R 122-16 et 123-43, VRE ➔ ERP

Contrôle technique quinquennal des ascenseurs/ascenseurs de charge/ monte-charge, conformément à l'article R125-2-4 du Code de la Construction et de l'Habitation et selon les dispositions de l'arrêté du 7 août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs, CTQ ➔ ERP et autres bâtiments

APPAREILS ET ACCESSOIRES DE LEVAGE VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES EN UTILISATION

Vérification périodique annuelle des appareils et accessoires de levage mus mécaniquement ou par la force humaine conformément à l'article R 4323-23 du Code du Travail et selon les dispositions de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage

APPAREIL SOUS PRESSION

→ Vérification des récipients sous pression : 4 ans selon l'arrêt du 20 novembre 2017

→ Requalification de tous les équipements sous pression hors fluide exempt d'impuretés corrosives, toxiques : 10 ans selon l'arrêté du 20 novembre 2017

GAZ, CHAUFFAGE, CUISSON

Vérification périodique annuelle des installations de gaz naturel conformément à l'article GZ30 du règlement de sécurité des ERP contre les risques d'incendie et de panique du 25 juin 1980 modifié par arrêté du 28 mars 2017, contrôle des détecteurs gaz et des asservissements associés,

Vérification des installations de production de chauffage au gaz et fioul et locaux chaufferie. Contrôle portant sur les installations de chauffage depuis le point d'alimentation en énergie (point de comptage, cuve fioul) jusqu'à la production (comprise). Le contrôle d'étanchéité des cuves ne fait pas partie de cette prestation

Triennale pour les ERP 1er groupe de type L pour le chauffage gaz

Vérification des chaudières conformément à l'article R224-31 du code de l'environnement et à l'arrêté du 2 octobre 2009 modifié par l'arrêté du 24 juillet 2020 :

- Tous les 2 ans pour une chaudière dont la puissance est supérieure ou égale à 5MW et inférieure à 20MW
- Tous les 3 ans pour les chaudières dont la puissance est inférieure à 5 MW

INSTALLATIONS CONSOMMANT DE L'ENERGIE THERMIQUE

→ Inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles supérieur à 70 KW par bâtiment → contrôle quinquennal. Nécessite que le vérificateur soit certifié.

4.2 Vérifications réglementaires pouvant être réalisées par un bureau de contrôle ou un technicien compétent

ELECTRICITE

Paratonnerre ICPE et code du travail → à bon de commande

INCENDIE

Vérification périodique en exploitation des moyens de secours concourant à la sécurité incendie :

Extincteurs automatiques à eau de type Sprinkler : 1 an selon l'article MS 73 et PE 4, GH 5 si le bâtiment est classé IGH, et l'article R 4227-30 et R4227-39 du code du travail

Extincteurs automatiques à gaz : 1 an selon l'article MS 73 et PE 4, GH 5 si le bâtiment est classé IGH, et l'article R 4227-30 et R4227-39 du code du travail

Extincteurs automatiques à mousse à haut foisonnement : 1 an selon l'article MS 73 et PE 4, GH 5 si le bâtiment est classé IGH, et l'article R 4227-30 et R4227-39 du code du travail

Extincteurs portatifs ou sur roues : 1 an selon l'article MS 73 et PE 4, GH 5 si le bâtiment est classé IGH, et l'article R 4227-30 et R4227-39 du code du travail

SSI pour ERP 5^{ème} catégorie et alarme: 1 an selon l'article MS 73 et PE 4, GH 5 si le bâtiment est classé IGH,

Contrôle des communications radio électriques : 3 ans selon la norme ERP 73 et PE 4, GH 5 si le bâtiment est classé IGH

Vérification annuelle alarme incendie

Vérification désenfumage : 1 an selon l'article DF10 et PE4, GH 5 si le bâtiment est classé IGH, et l'article R 4227-30 et R4227-39 du code du travail

ASCENSEURS- MONTE CHARGES – PORTES ET PORTAILS

Vérification générale périodique annuelle de ascenseurs / ascenseurs de charges et monte-charges conformément à l'article R 4323-23 du Code du Travail et selon les dispositions de l'arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques sur les ascenseurs et monte-charges

Vérification des élévateurs de personne n'excédant par une vitesse de 0.15 m/s : 1 an selon le code du travail en son article R4323-23 et l'arrêté du 29/12/2010

Vérification périodique annuelle des portes et portails ou semestrielle selon les besoins exprimés par les responsables de sites

EQUIPEMENTS DE TRAVAIL – MANUTENTION – MOYENS DE PROTECTION

Contrôle annuel des lignes de vie, des points d'ancrage et des EPI associés conformément à l'article 4323-99 à 103 du Code du Travail et selon les dispositions de l'arrêté du 19 mars 1993 →

Contrôle des équipements de protection individuel

Ligne de vie et point d'encrage des bâtiments 1 an selon les recommandations CNAMTS R 430

Vérification périodique des harnais et accessoires de protection contre les chutes de hauteur : 1 an selon l'article 4323-99 du code du Travail et l'arrêté du 19/03/1993

APPAREILS ET ACCESSOIRES DE LEVAGE VERIFICATIONS REGLEMENTAIRES EN UTILISATION

Vérification périodique annuelle des appareils et accessoires de levage mus mécaniquement ou par la force humaine conformément à l'article R 4323-23 du Code du Travail et selon les dispositions de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage

GAZ, CHAUFFAGE, CUISSON

Vérification périodique annuelle des installations de gaz naturel conformément à l'article GZ30 du règlement de sécurité des ERP contre les risques d'incendie et de panique du 25 juin 1980 modifié par arrêté du 28 mars 2017, contrôle des détecteurs gaz et des asservissements associés,

Vérification des installations de production de chauffage au gaz et fioul et locaux chaufferie. Contrôle portant sur les installations de chauffage depuis le point d'alimentation en énergie (point de comptage, cuve fioul) jusqu'à la production (comprise). Le contrôle d'étanchéité des cuves ne fait pas partie de cette prestation

Vérification gaz thermique chaudière

INSTALLATIONS CONSOMMANT DE L'ENERGIE THERMIQUE

Vérification périodique / réglementaire en exploitation des installations de chauffage / ventilation (concerne les équipements destinés à assurer le chauffage, la ventilation, la réfrigération, la climatisation, le conditionnement d'air, la production et distribution d'eau chaude sanitaire dans les ERP de 1^{ère} à 5^{ème} catégorie et ERP) conformément à l'article CH58 du règlement de sécurité des ERP contre les risques d'incendie et de panique du 25 juin 1980 modifié par arrêté du 28 mars 2017, contrôle des détecteurs gaz et des asservissements associés,

4.3 Inventaire des lieux

Les surfaces indiquées au DPGF sont données à titre indicatif pour permettre à chaque candidat d'établir un chiffrage.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de différence en cours de marché entre les surfaces indiquées au DPGF et celles réellement constatées. Il les prendra en charge dans l'état où ils se trouvent à la prise d'effet du marché, sans pouvoir invoquer, à aucun moment, leurs configurations pour se soustraire aux obligations du présent marché.

4.4 Spécificités

Certains sites ont souhaité inclure au forfait des prestations initialement prévues à bons de commande. Les prestations sont ainsi incluses au forfait et doivent être réalisées selon la périodicité indiquée dans la DPGF. A défaut de périodicité indiquée dans la DPGF, c'est la périodicité du CCTP qui prévaut. Les sites concernés sont Artois Expo, Ports de Lille, les sites de la SCI Grand Hainaut.

4.4 Réserves

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire du contrat d'amener toutes justifications utiles notamment au regard de la réglementation en vigueur, lorsqu'une réserve est émise dans le cadre du rapport de vérification.

En cas de demande sur ce sujet, le candidat se devra d'apporter les éléments de réponse au plus tard 7 jours calendaires après la demande (preuve des textes).

Lorsque cela est jugé nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire appel à un cabinet externe conjointement sélectionné avec le titulaire du marché, afin de confirmer la compréhension et l'interprétation qui peut être faite de la norme.

En cas d'avis contraire apposé par le cabinet externe, le titulaire s'engage à rembourser les frais afférents à cette expertise.

4.5 Accompagnement commission de sécurité

Pour chaque site classé ERP, et dans le cadre de sa mission d'Assistance technique, le contrôleur technique devra se rendre disponible sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur lors des visites des Commissions de Sécurité et d'accessibilité.

Par ailleurs, une mission d'audit préalable au passage de la Commission de Sécurité et d'accessibilité pourra être confiée au vérificateur, et pourrait avoir pour objet, la préparation d'un document unique pour les ERP disposant également de locaux ainsi que l'examen des documents principaux à présenter à la commission.

Cet audit se traduira par un coût horaire défini dans le cadre du Bordereau des prix unitaires. Le titulaire du contrat se devant d'estimer le temps passé au préalable de la commande et de le justifier à l'issue de l'audit.

4.6 Veille réglementaire

Le titulaire assurera une veille réglementaire adaptée à l'ensemble des installations concernées par le présent marché. Elle devra être assurée auprès de l'ensemble des référents désignés au marché ainsi qu'auprès de la Direction des Achats. Chaque début de mois, le prestataire se devra de transmettre une fiche synthétique simple, claire et concise de l'ensemble des modifications impactant les prestations du marché, ainsi que des évolutions réglementaires et législatives en matière de vérifications périodiques.

4.7 Plateforme de consultation et de gestion

Le titulaire du marché doit mettre à disposition dès la notification du marché une plateforme web pour le suivi des contrôles et audits réglementaires avec un accès pour chaque représentant de l'acheteur.... Il en assurera la formation auprès des utilisateurs.

Cet outil doit permettre la consultation et la transmission de tous les documents de suivi (rapports de contrôle, bilans, certificats, liste des anomalies, compte rendu...) sans supplément financier. L'intégralité des données du système mis en place par le titulaire doit pouvoir être exportée de manière simple et exploitable au format Excel.

Il sera demandé des accès spécifiques selon les interlocuteurs.

L'ensemble des accès seront transmis dans un délai d'un mois. Les accès pourront être revus en cours de marché si besoin.

4.7 Démarche éco-responsable

Le titulaire s'engage notamment à :

- Optimiser les tournées des contrôleurs dans le but de réduire les émissions polluantes liées aux transports
- Utiliser dans la mesure du possible, des moyens de transport peu carbonés ainsi que des véhicules hybrides et/ou électriques
- Informer et former son personnel en contact notamment avec l'amiante, le plomb etc.
- Gérer les nuisances sonores pendant le déroulement des prestations
- Remettre les rapports sous format électronique et les mettre à disposition sur une plateforme de gestion en ligne en lieu et place du papier

ARTICLE 5. LEGISLATION APPLICABLE

Cette liste est non exhaustive. Le titulaire devra suppléer à toute omission de la part de la maîtrise d'ouvrage du fait de sa connaissance du secteur concerné. Il se devra de réaliser l'ensemble des contrôles et vérifications dans les règles de l'art et dans le respect de la réglementation.

Ascenseurs, élévateurs personnes à mobilité réduite et monte-charge :

- Arrêté du 25 juin 1980 relatif aux risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public modifié par l'arrêté du 6 mars 2006 paru le 13 avril ; en particulier les articles AS8 et AS9, ainsi que l'article GE9
- loi n° 2003-590 du 02/07/2003, du décret n° 2004-964 du 09/09/2004 et de ses arrêtés d'application à l'article R123 12 du code de la construction et de l'habitation, art R123-4, R 122-16 et l'article L 125-2-4
- arrêté du 01 avril 2004
- Loi n° 2003-590 du 02.07.2003 Code de la construction Articles L 125-1-2 à L 125-2-4 :
- Arrêté 18.11.2004 modifié (contrôle technique, périodicité 5 ans)
- Arrêté du 29.12.2010 et circulaire du 21.01.2011 (contrôle périodique)
- Circulaire DRT n° 2005-04 du 24.03.2005
- décret du 23 avril 1945 modifié, sur la protection des travailleurs contre les dangers élévateurs (J.O. du 24 avril 1945)
- décret du 10-07-1913 modifié par le décret 45-800 du 23-04-1945
- décret N° 95-826 du 30 juin 1995 sur les études de sécurité
- Décret n° 2000-810 du 24.08.2000 modifié
- arrêté du 6 mars 2006 paru le 13 avril modifiant le règlement de sécurité des ERP
- Décret n°2008-1325 du 15 décembre 2008
- Arrêté du 22 juin 1990 modifié pour les ERP de 5^{ème} catégorie

Appareils et accessoires de levage :

- Arrêté du 1^{er} mars 2004,
- Arrêté du 5 mars 1993,
- Arrêté du 24 juin 1993

Portes et portails :

- Article R4224-12 et R4224-13
- Arrêté du 21/12/1993

Installations thermiques (sous-station chauffage, ventilation, traitement d'air, chaufferies, grandes cuisines), pompes à chaleur, systèmes thermodynamiques et des systèmes de ventilation combinés à un chauffage :

- arrêté du 25 juin 1980 relatif aux risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public, notamment les articles CH 58, CH 57, GE7 à GE10 et GC 22
- Décret n° 2009-648 du 09.06.2009
- code du travail, article R4224-17
- code de l'Environnement Art : R224-20 à R224-41-9
- autres réglementations en vigueur au jour de la consultation
- Arrêté du 24 juillet 2020
- Arrêté Du 16 Avril 2010 (Inspection)
- R 224-59-1à R224-59-11 du code de l'environnement relatifs à l'inspection des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles

Electricité :

Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif aux risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public et ses articles EL14, EL 19 et EC 15, GE 7 et GE 8.

- Arrêté du 22.06.1990 modifié
- Arrêté du 10.10.2000 (périodicité, objet et étendue des vérifications)
- Arrêté du 26 décembre 2011 (installations électriques)
- Arrêté du 14 décembre 2011 (éclairage de sécurité)
- Code du Travail R 4226-16
- Code de la construction et de l'habitation art R. 123-1 à R 123-43 (Arrêtés modifiés du 25 juin 1980, dispositions particulières : type R arrêté modifié du 04 juin 1982)
- Code du travail R 4226-1
- Code du travail art R 4224-17
- Normes NFC 15/100 et 15/211
- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 version consolidée au 31 août 2017
- APSAD D18
- Etc.

Installations SSI A/B, moyens de désenfumage mécanique associés :

- arrêté du 25 juin 1980 relatif aux risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public, GE 6 à GE 10, MS 73, PE 4/NFS 62-201, article DF 10 § 3
- normes NFS 61-933 annexe A et GE, NFEN 12845
- Code du travail, livre II, deuxième partie, titre II, section 3 - Prévention des incendies
- Code du Travail art R 4227-30 et R4227-39.
- autres réglementations en vigueur au jour de la consultation

Moyens de secours concourant à la sécurité incendie :

- arrêté du 25 juin 1980 relatif aux risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public, GE 6, GE 10, MS 73, PE 4/NFS 62-201, article DF 10 § 2, PE 4
- Article R4224-17, R 4227-28 à 41
- Arrêté du 31 janvier 1986

Installations gaz naturel et fluides spéciaux :

- arrêté du 25 juin 1980 relatif aux risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public, article GZ30
- code du travail, article R4224-17
- code de la construction et de l'habitation article R 123-42
- autres réglementations en vigueur au jour de la consultation

Installations de compression d'air :

- Arrêté du 15 mars 2000 modifié (contrôle de mise en service et de requalification, inspection périodique).
- Arrêté du 31 janvier 2011 (situation administrative)
- Décret du 13-12-1999/article 18 (contrôle de mise en service et de requalification)

Equipements sous pression :

- Arrêté du 20 novembre 2017, article 15
- Arrêté du 20 novembre 2017, article 18
- Arrêté du 20 novembre 2017, article 26

Synthèse de périodicité des principaux contrôles pour les ERP et Code du Travail (hors IGH) :

Equipements	Périodicité
Ascenseurs et monte charges	
Vérification annuelle	1 an
Contrôle technique quinquennal	5 ans
Vérification périodique du risque incendie	5 ans
Climatisations	
Contrôle des climatisations et pompes à chaleur réversibles (>70kW)	5 ans
Electricité	
Installations électriques	1 an

Paratonnerre	1 an
Equipements de travail – Levage	
En fonction de la nature de l'équipement	Périodicité de 3 mois, 6 mois et 1 an
Equipements sous pression – Gaz	
Contrôle périodique	4 ans
Requalification périodique	10 ans
Gaz, chauffage, cuisson	
Appareils et installations fixes de gaz combustibles	1 an
Appareils de chauffage	1 an
Appareils de cuisson et de réchauffage	1 an
Incendie	
Moyens de secours fixes	1 an
SSI (catégorie A ou B)	3 ans
Installations de désenfumage mécanique	3 ans
Continuité des liaisons radioélectriques	3 ans
Portes et portails	
Portes et portails automatiques ou semi-automatiques	6 mois
Portes et portails motorisés et manuels	1 an

ARTICLE 6. DESCRIPTION ET INVENTAIRE

Les vérifications devant être nécessairement réalisées par un organisme agréé sont mentionnées au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire. Des documents annexes informent sur les équipements à vérifier. Cette liste n'est pas exhaustive.

Les vérifications ponctuelles sont mentionnées au sein du bordereau des prix unitaires. La liste des prestations est mentionnée à titre indicatif afin de permettre au prestataire d'appréhender les contrôles pouvant être réalisés. Cette liste est non exhaustive, purement indicative. Des ajouts ou retraits de prestations pourront être effectués dans les prestations inscrites au BPU en cours de marché. Les précisions sont apportées au CCAP.